

GE_GERICHTE AARP/76/2013 vom 25. Februar 2013

GE Cour de justice, 2013-02-25, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_AARP_76_2013

FR: GE_GERICHTE AARP/76/2013 du 25 février 2013

IT: GE_GERICHTE AARP/76/2013 del 25 febbraio 2013

Erwägungen

E. 1

L'appel est recevable pour avoir été interjeté et motivé selon la forme et dans les délais prescrits (art. 398 et 399 du Code de procédure pénale, du 5 octobre 2007 [CPP ; RS 312.0]).

La Chambre limite son examen aux violations décrites dans l'acte d'appel (art. 404 al. 1 CPP), sauf en cas de décisions illégales ou inéquitables (art. 404 al. 2 CPP).

E. 2.1

p. 2/3). Le principe de la proportionnalité commande qu'une règle de conduite raisonnable en soi n'impose pas au condamné, au vu de sa situation, un sacrifice excessif et qu'elle tienne compte de la nature de l'infraction commise et des infractions qu'il risque de commettre à nouveau, de la gravité de ces infractions ainsi que de l'importance du risque de récidive (ATF 107 IV 88 consid. 3a p. 89). Dans ce cadre, c'est à l'autorité cantonale qu'appartiennent le choix et le contenu des règles de conduite (ATF 106 IV 325 consid. 1 p. 328).

E. 2.2

A teneur de l'article 87 al. 1 CP, le détenu libéré conditionnellement doit être soumis à un délai d'épreuve égal à la durée du solde de sa peine, dans une fourchette s'étendant de un an au minimum à cinq ans au plus. L'autorité d'exécution peut imposer des règles de conduite (art. 87 al. 2 CP).

E. 2.3

Les règles de conduites sont consacrées à l'art. 94 CP et portent en particulier sur l'activité professionnelle du condamné, son lieu de séjour, la conduite de véhicules à moteur, la réparation du dommage, ainsi que les soins médicaux et psychologiques. La règle de conduite ne doit pas avoir un rôle exclusivement punitif, mais être conçue en premier lieu dans l'intérêt du condamné, de manière à ce qu'il puisse la respecter. Elle doit avoir un effet éducatif limitant le danger de récidive (ATF 130 IV 1 consid.

E. 2.4

S'agissant du cas spécifique des détenus de nationalité étrangère, la libération conditionnelle ne leur donne aucun droit d'obtenir une autorisation de séjour, de sorte qu'ils pourront être expulsés administrativement du territoire suisse. Ainsi, au moment de la décision d'octroi d'une libération conditionnelle, il n'est souvent pas possible de savoir clairement si une autorisation de séjour ultérieur en Suisse sera ou non délivrée. Dans la négative, il n'est pas non plus certain que l'expulsion de l'intéressé soit effectivement possible en vertu du principe de "non-refoulement" consacré par le droit international public (interdiction du refoulement sur le territoire d'un État dans lequel l'intéressé risque la torture ou tout autre

traitement ou peine cruels et inhumains ; art. 25 al. 3 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 [Cst. ; RS 101]. Souvent, une telle mesure ne peut pas non plus être exécutée à défaut d'avoir pu établir l'origine de la personne concernée. Le pronostic relatif à une mise à

- 5/6 - PM/1252/2012 l'épreuve pourra être différent selon qu'on se base sur l'un ou l'autre des deux scénarios. Le détenu étranger dont l'infraction est notamment liée à des problèmes d'intégration devrait, le cas échéant, faire l'objet d'un pronostic manifestement insuffisant pour l'hypothèse d'un séjour en Suisse, alors que ce même pronostic pourrait être évalué comme suffisant en cas de retour dans son pays d'origine. C'est pourquoi un auteur soutient qu'il est admissible de lier l'octroi d'une libération conditionnelle au fait que l'intéressé quittera effectivement la Suisse (A. BAECHTOLD, Exécution des peines : l'exécution des peines et mesures concernant les adultes en Suisse, Berne 2008, p. 269)

E. 2.5

Les projets de l'appelant, flous et non documentés, n'incitent pas à l'optimisme quant à la préparation de son retour au pays. Ses antécédents sont déplorables en ce sens qu'il a été condamné à neuf reprises en Suisse depuis le mois de mars 2007 et que les mesures de sursis dont il a bénéficié en 2007 ne l'ont nullement incité à s'amender, de nouvelles arrestations ayant suivi quelques mois plus tard. Les infractions en matière de droit des étrangers, inhérentes au statut irrégulier de l'appelant en Suisse, se répètent inexorablement aussi longtemps que l'intéressé persiste à demeurer dans ce pays. Quant aux infractions contre le patrimoine, elles sont caractéristiques de l'absence de toute possibilité d'activité lucrative régulière, l'appelant se créant des revenus par des actes illicites. Il convient de prendre en considération l'accord exprès de l'appelant visant à son retour dans son pays, ce qui paraît réalisable dès lors que le principe du non-refoulement ne saurait faire obstacle à son renvoi en Biélorussie, l'appelant ne risquant pas de traitement inhumain en rentrant chez lui et son origine étant connue. Selon l'adage "qui veut le plus veut le moins", son appel peut être interprété comme incluant son accord pour l'instauration d'une règle de conduite en vue de son retour effectif en Biélorussie, objectif qu'il fait sien. En partant du postulat que l'appelant quittera la Suisse et sur le vu des infractions commises, le pronostic n'est plus aussi négatif, l'assurance d'un départ effectif rendant plus ténu le risque de récidive. Partant, le jugement du TAPEM sera annulé et la libération conditionnelle de l'appelant ordonnée sous condition qu'il quitte effectivement le territoire suisse et coopère avec les autorités compétentes en vue de son renvoi. Toutefois, la libération conditionnelle ne prendra effet que dans un délai de quelques semaines afin que le départ de l'appelant puisse être organisé. Dans le cas contraire, il y aurait fort à craindre que l'appelant ne puisse en tout état pas recouvrer la liberté, car une détention administrative serait alors mise en place. Le solde de la peine restant à subir étant inférieur à une année, le délai d'épreuve sera fixé à un an. Le jugement du TAPEM sera réformé en conséquence.

E. 3

L'appel étant admis, les frais y relatifs seront mis à la charge de l'Etat (art. 428 al. 1 CPP a contrario). * * * * *

- 6/6 - PM/1252/2012